

Pouvoir adjudicateur  
Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé – ANSM  
143/147 Boulevard Anatole France - 93200 Saint-Denis CEDEX

\*\*\*\*\*

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES** **(C.C.A.P.)**

*Elaboré conformément au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (C.C.A.G.-FCS).*

\*\*\*\*\*

### **Prestations de panorama de presse et veille médiatique pour le compte de l'ANSM**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET, FORME, DUREE .....</b>	<b>5</b>
1.1 Objet du marché et Contexte .....	5
1.2 Forme du marché.....	5
1.3 Durée du marché – Délais d'exécution .....	6
1.4 Définition de la prestation.....	6
1.5 Sous-traitance .....	7
<b>ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 3 - ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS .....</b>	<b>8</b>
3.1 Contenu du prix .....	8
3.2. Forme des prix.....	9
3.3 Prix révisables.....	9
<b>ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>10</b>
4.1 Prestations à bon de Commandes.....	10
4.2 Modalités de computation des délais.....	11
4.3 Exécution des prestations.....	12
4.4 Mise à disposition des revues de presse, des analyses et des synthèses.....	12
4.5 Caractéristiques de la base de données (partie forfaitaire).....	13
4.6 Confidentialité, non divulgation et déontologie.....	13
4.7 Gestion des personnels du titulaire .....	15
<b>ARTICLE 5 – CONTROLE – RECEPTION - SUIVI DU MARCHÉ .....</b>	<b>15</b>
5.1 Contrôle, vérification et réception.....	15
5.2 Modalités de réception des prestations .....	16
5.5 Evolution de la réglementation.....	19
<b>ARTICLE 6 – OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU PRESTATAIRE .....</b>	<b>19</b>
6.1 Participation aux réunions .....	19
6.2 Certificats.....	19
6.3 Accès aux établissements – Identification .....	20

6.4 Grèves 20

6.5 Transfert d'activité ..... 20

**ARTICLE 7 – FACTURATION PAIEMENT .....20**

**ARTICLE 8 – PENALITES .....22**

**ARTICLE 9 – ASSURANCE .....23**

**ARTICLE 10 - RESILIATION – EXECUTION PAR DEFAUT.....24**

**ARTICLE 11 - DIFFERENDS ET LITIGES .....25**

**ARTICLE 12 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....26**

## DISPOSITIONS GENERALES

### Présentation de l'ANSM

#### ❖ En bref

L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) est l'acteur public qui permet, au nom de l'État, l'accès aux produits de santé en France et qui assure leur sécurité tout au long de leur cycle de vie. Au cœur du système de santé, l'Agence agit au service des patients et de leur sécurité, aux côtés des professionnels de santé et en concertation avec leurs représentants respectifs.

Elle favorise l'accès à des produits innovants via des procédures d'autorisation adaptées à chaque stade de la vie du médicament avant et après sa mise sur le marché.

Au travers d'évaluations, d'expertises et d'une politique de surveillance, l'Agence assure que les produits de santé disponibles en France soient sûrs, efficaces, accessibles et bien utilisés.

Près de 1000 collaborateurs, répartis sur trois sites : Saint-Denis, Lyon et Montpellier-Vendargues assurent au quotidien ces missions avec l'appui d'un réseau d'expertise et de surveillance national, européen et mondial dans le respect des principes de déontologie et de transparence.

#### ❖ Missions de l'ANSM

Tout produit de santé présente des bénéfices mais aussi des risques : on parle de "balance bénéfice/risque". Il s'agit donc de s'assurer que cette balance est positive, c'est-à-dire que les bénéfices pour le patient sont supérieurs aux risques, et ce, tout au long du cycle de vie du produit de santé.

C'est pourquoi l'ANSM exerce une surveillance constante des produits de santé, dans le but de vérifier de façon continue que la balance bénéfice/risque reste positive après la commercialisation, en vie réelle, et de renforcer si nécessaire la sécurité des produits de santé au travers de diverses mesures.

Pour ce faire, l'Agence s'appuie notamment sur:

- ✓ Le recueil et l'analyse des déclarations d'événements indésirables faites par les professionnels de santé, les patients et les usagers, via le système des "vigilances" et d'une surveillance ciblée et renforcée de certains produits ;
- ✓ La conduite d'études épidémiologiques sur les produits de santé ;
- ✓ Une veille bibliographique des études menées en France et à l'international.

#### ❖ Organisation

La direction générale de l'ANSM s'appuie, dans ses missions, sur :

- ✓ Des directions métiers (autorisations, contrôle, inspection, surveillance, juridique et réglementaire) qui apportent leurs expertises pendant tout le cycle de vie des médicaments et produits de santé,
- ✓ Des directions médicales réparties par gammes de produits,
- ✓ Des directions transverses (affaires européennes et innovation, centre d'appui aux situations d'urgence, etc.) qui travaillent en appui des directions métiers et médicales.
- ✓ Des directions ressources (DAF, DRH, DSI et DMFR) qui apportent à l'ensemble de l'ANSM les moyens humains, financiers et logistiques, les procédures, méthodes et outils nécessaires pour mener à bien ses différentes missions.

L'ANSM est répartie sur trois sites définis ci-dessous :

- 1) Le site de Saint-Denis (93) constitutif du siège social de l'agence situé à l'adresse suivante :  
143/147, Boulevard Anatole France, 93285 SAINT DENIS CEDEX (dit « site Pleyel ») ;
- 2) Le site de Lyon localisé à l'adresse ci-dessous :  
31- 31 bis, avenue Tony Garnier, 69007 Lyon ;
- 3) Le site de Vendargues localisé à l'adresse ci-dessous :  
635, rue de de la Garenne, 34740 Vendargues.

Ces activités donnent lieu à des autorisations et peuvent aboutir, chaque fois que cela s'avère nécessaire, à des décisions de police sanitaire prises par sa Directrice Générale, au nom de l'Etat.

## **ARTICLE 1 - OBJET, FORME, DUREE**

### **1.1 Objet du marché et Contexte**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de panorama de presse et veille médiatique pour le compte de l'ANSM.

La nature des prestations ainsi que les spécificités techniques de leur exécution sont définies au CCTP.

Le titulaire s'engage à mettre en place tous les moyens nécessaires pour la bonne réalisation des prestations en les exécutant conformément au descriptif fixé aux articles 2.1 et 2.2 du CCTP.

Le présent marché consiste à la mise en place d'outils de veille, de recueil, de traitement, d'analyse, de restitution, et de gestion de l'ensemble des informations diffusées par la presse (écrite, audiovisuelle, radio, internet,...) qui traitent de l'ANSM ou de son champ d'activité. Le marché a également pour objectif de permettre une gestion et une veille de l'ensemble des informations diffusées par la presse, selon des thématiques de surveillance préalablement définies par l'ANSM.

### **1.2 Forme du marché**

Le marché est de forme composite comprenant une partie ordinaire avec des prestations réalisées en continu à prix forfaitaires et une partie à bons de commandes avec des prestations réalisées au gré des besoins, assorties de prix unitaires.

La partie à bon de commandes est conclue sans montant minimum mais avec un montant maximum de 360 000 € sur toute la durée du marché, conformément à l'article R2162-4 1° du code de la commande publique.

L'ANSM se réserve la possibilité de recours ultérieur au marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique au cas où ces prestations seraient nécessaires au bon fonctionnement du marché compte tenu des évolutions du périmètre et de la nature des activités. Dans ces conditions, il sera possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles prestations qu'il s'agit de confier au titulaire.

### **1.3 Durée du marché – Délais d'exécution**

Le marché public est conclu pour une **durée initiale d'un an** et prend effet à compter **de la date de notification**.

A date anniversaire du marché, le marché public pourra être reconduit tacitement trois (3) fois pour une durée d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction du marché public ne peut être refusée par le Titulaire.

En cas de non reconduction, le Titulaire est informé par l'ANSM au moins deux mois avant l'échéance du marché public. Le Titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché public.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la confidentialité.

### **1.4 Définition de la prestation**

Les prestations sont réunies en un marché unique défini ci-après :

Désignation
Prestations de panorama de presse et veille médiatique pour le compte de l'ANSM

Le détail des prestations et les obligations contractuelles qui en découlent sont indiqués aux articles 2, 3 et 4 du CCTP.

**Les prestations dites à prix forfaitaires sont les suivantes :**

- Une revue de presse quotidienne 5j/7j, du lundi au vendredi, assortie d'une veille presse 7j/7j au fil de l'eau ;
- Une gestion et une mise à disposition d'une base de recherche de données des retombées presse, web et audiovisuelles de la revue de presse avec la sauvegarde annuelle.

Ces prestations sont décrites aux articles 1.1, 2.1 et 3.1.1 du CCTP. Les volumes d'éléments traités (retombées) sont indiqués à l'article 2.2.1 du CCTP.

**La revue de presse** (réalisée en jours ouvrés) porte sur la presse écrite, la presse en ligne et la presse audiovisuelles. Une liste non exhaustive de médias à surveiller, susceptible d'être mise à jour au cours du marché, est donnée à l'article 3.2 du CCTP. Par ailleurs et en continu, le titulaire est tenu d'adresser par voie électronique aux correspondants désignés de l'ANSM, tous les jours de la semaine, les retombées de presse écrite ou internet mentionnant expressément l'ANSM ou citant l'un des mots clés listé à l'article 3.3 du CCTP.

En assurant la surveillance exhaustive de ces médias, le titulaire est tenu de recueillir, traiter et restituer l'ensemble des informations diffusées par ces canaux, en lien parfois avec certaines thématiques jugées prioritaires par l'ANSM.

En mettant également à disposition **une base de recherche de données**, le titulaire doit classer, conserver et donner l'accès à l'ensemble des retombées presse, internet et audiovisuelles pigées par le titulaire et correspondant aux notions clés définies par l'ANSM et listées de manière non exhaustive à l'article 3.3 du CCTP.

**Cet espace sécurisé et hébergé chez le titulaire doit répondre aux caractéristiques définies à l'article 4.4 du présent document.**

**Les prestations réalisées ponctuellement à l'appui de bon de commandes sont les suivantes :**

- Une veille des médias audiovisuels sous forme d'alertes ;
- La fourniture de pages de script ou enregistrement de séquences radio ou TV ;
- Une revue de presse quotidienne hors jours ouvrés ;
- Une analyse annuelle quantitative et qualitative des retombées presse ;
- Une analyse quantitative et/ou qualitative portant sur une thématique particulière pour une volumétrie donnée (en fonction des retombées) ;
- Des analyses sur la médiatisation de l'ANSM dans le cadre d'une situation de crise ;
- Une synthèse de presse hebdomadaire ;
- La présentation à l'ANSM (ou à distance selon les circonstances) des analyses précitées.

Ces prestations sont décrites aux articles 1.2, 2.2, 3.1.2 du CCTP. Le volume mensuel des alertes audiovisuelles (*pour la prestation: « veille des médias audiovisuels sous forme d'alertes »*) est indiqué à l'article 2.2.1 du CCTP.

Le titulaire mène au quotidien pour le compte de l'ANSM l'écoute, le suivi et l'enregistrement des informations diffusées sur les chaînes de télévision et/ou les stations de radio en lien avec les mots clés ou évoquant explicitement l'ANSM. Ce faisant, le titulaire prévient l'ANSM par un envoi d'alertes par courrier électronique. Il est également attendu du titulaire de livrer des scripts ou des enregistrements audiovisuels en lien avec l'ANSM.

Un travail d'analyses quantitatives et qualitatives est également à la charge du titulaire. Qu'elles portent sur les retombées de presse ou sur un sujet plus spécifique, ces analyses doivent comprendre a minima les chiffres clés (*impact de la présence de l'ANSM dans les médias*), l'identification des vecteurs où l'ANSM paraît (*qui parle de l'ANSM ? où est-elle citée ?*), la mesure de la présence (*forme de la médiatisation, type de retombées*), l'analyse des messages diffusés et le détail des retombées médias.

L'étude doit mettre en évidence une vision globale des retombées de l'ANSM ou une vision par thématique. Ces études doivent permettre de mesurer l'impact de l'ANSM dans les médias (volume des retombées, nombre de supports mobilisés, etc.), d'identifier les médias, les journalistes qui parlent de l'ANSM ainsi que les thématiques les plus traitées, les formes que prennent ces retombées (interview, brève, filet, article de plus de 20 lignes, reportage radio, reportage TV, etc.), d'analyser le discours journalistique traitant de l'ANSM et sa tonalité.

**Ces analyses peuvent faire l'objet d'une présentation lors d'une réunion de 2h dans les locaux de l'ANSM (ou à distance selon les circonstances) selon le tarif convenu dans l'annexe financière.**

Enfin, une synthèse de la revue de presse quotidienne peut être réalisée à la demande à partir de résumés d'articles ou d'informations parus dans la presse écrite ou sur internet et adressée chaque fin de semaine. Cette synthèse est vouée à être diffusée plus largement au sein de l'ANSM via son portail intranet.

## **1.5 Sous-traitance**

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R 2193-1 à R3193-16 du code de la commande publique.

**Néanmoins, au regard des articles L2193-1 et L2193-2 du code de la commande publique, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. La sous-traitance totale du marché est strictement interdite.**

En cas de sous-traitance, le titulaire fait accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément aux dispositions précitées. Cette demande peut intervenir au stade de dépôt des offres ou en cours d'exécution du marché.

Après acceptation et agrément des conditions de paiement par la personne publique, le sous-traitant est en mesure de bénéficier du paiement direct pour des prestations dont il a la charge dans les conditions prévues aux articles R 2193-10 à R 2193-16 du code de la commande publique.

**Toute sous-traitance occulte est sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché sans mise en demeure préalable.**

## **ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE), son annexe financière dite également « le Bordereau des Prix » et son annexe 2 obligations consécutives à la réglementation générale sur la protection des données (RGPD),
- Le présent Cahier des Clauses administratives Particulières (CCAP),
- Le cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux fournitures courantes et services (CCAG FCS), en vigueur à la date d'envoi du présent marché. Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter,
- L'offre technique du Titulaire formalisée à l'aide d'un cadre de réponse technique et des éléments prévus au marché,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché public,
- Tout document remis avec l'offre, qui ne contrevient pas aux prescriptions du présent DCE
- Les bons de commande émis au titre du marché

NB : Les conditions générales du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès de la personne publique font foi.

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du DCE pendant la période de demande de renseignements complémentaires, le Titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur.

## **ARTICLE 3 - ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS**

### **3.1 Contenu du prix**

Les prix du marché couvrent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations. Notamment, ils comprennent tous les services, contrôles, et produits nécessaires à la bonne exécution du marché, ainsi que tous les frais de personnel, tous les frais généraux, bénéfices, charges sociales ou fiscales et taxes diverses, les marges pour risque et les marges bénéficiaires de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Les prix couvrent également les études menées, la maintenance de la base, les mises à jour éventuelles, les frais de gestion de la base de données, les formations, les frais de préparation et de présentation en réunion, les droits d'auteurs/redevances, les abonnements de surveillance de la presse écrite et audiovisuelle (gratuite et payante), les droits de diffusion sur les articles de presse payants selon le nombre de postes défini dans l'annexe financière.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Le titulaire assure intégralement la gestion des droits et leur rémunération auprès des éditeurs qui ne seraient pas liés au CFC mais avec lesquels il aurait un accord direct, le prix devant inclure la rémunération des droits d'usages, les droits de conservation, de représentation et/ou de reproduction, articles de presse et retombées audiovisuelles).



### **3.2. Forme des prix**

Le marché est conclu à des prix unitaires et forfaitaires.

### **3.3 Prix révisibles**

Les prix pratiqués à la date de début du marché sont révisibles chaque année à date d'anniversaire du marché (N) en cas de reconduction tacite selon le calendrier prévisionnel suivant :

N+1 soit après un an d'exécution du marché.

N+2 soit après deux années d'exécution du marché.

N+3 soit après trois années d'exécution du marché.

La révision est régie par les dispositions suivantes :

Source : <https://www.insee.fr/>

Indice utilisé: valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (Identifiant 001565192) - valeur trimestrielle et pondération à 70%.

Formule paramétrique :

$$P_1 = P_0 \times (0,30 + 0,70 \left[ \frac{I_1}{I_0} \right])$$

Avec

P<sub>1</sub> : prix révisé ;

P<sub>0</sub> : prix établi à la date de remise des offres;

I<sub>1</sub> : valeur du dernier indice INSEE définitif mis en ligne au premier (1er) jour du mois zéro;

I<sub>0</sub> : valeur du dernier indice INSEE définitif mis en ligne au premier (1er) jour du mois prévu de la demande de révision des prix.

**La formule utilisée pour les révisions suivantes, conditionnées à l'éventuelle reconduction du marché, sera élaborée sur le même principe.**

#### **Modalités de révisions**

La révision peut intervenir à la demande de l'ANSM ou du titulaire. Elle doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion) ou adressée par télécopie, courrier LRAR ou simple courriel **30 jours minimum** avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra. La demande du titulaire doit être adressée à la Direction de l'Administration et des Finances de l'ANSM.

**Toute demande de révision réceptionnée par l'ANSM postérieurement au délai indiqué ci-dessus pourrait être rejetée.**

Dans l'hypothèse d'une révision initiée par le titulaire, il lui appartient de communiquer à l'ANSM une nouvelle annexe financière avec les prix révisés. Ce document devra faire mention des variations en pourcentage par prestation d'une année sur l'autre dans le respect des modalités de calcul définies au présent article.

En cas de désaccord sur les résultats, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par courriel 15 jours au plus tard avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

L'application de la révision à la hausse ou à la baisse porte sur l'ensemble des prestations, Les calculs de chaque révision de prix seront effectués avec au maximum deux décimales.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Conformément à l'article 10.2.2 du CCAG FCS en cas d'évolution des prix consécutive à l'application des modalités de révision décrites supra, les prix à payer sont ceux applicables à la date du service fait.

Clause de sauvegarde :

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à +5%. La clause de sauvegarde empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

## **ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE**

### **4.1 Prestations à bon de Commandes**

#### **4.1.1. Bon de commandes**

Les commandes sont échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande datés et signés par toute personne habilitée à cette fin par l'ANSM puis transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine. Au regard de ces modes de transmission, le titulaire fournit dès notification du marché, des contacts (courriels, télécopie etc.) valides.

Chaque bon de commande émis par l'ANSM affiche les données suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro du marché,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- L'adresse de facturation,
- La désignation des prestations à réaliser (livrable attendu),
- Les délais d'exécution,
- Le prix de chaque prestation,
- Les quantités (nombre de livrables)
- Le montant total hors taxes de la commande,
- Le taux de la TVA,
- Le montant total TTC.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les faire connaître à l'ANSM, auprès de la personne émettrice du bon de commande dans un délai de 24 heures ouvrées à compter de sa réception, sous peine de forclusion.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

En l'absence de réserves exprimées par le Titulaire dans les délais indiqués, ce dernier ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande. Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Dans l'hypothèse où la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par l'établissement est établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande doit faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'ANSM.

#### 4.1.2. Validité du bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La durée d'exécution de chaque bon de commande part de la date de réception du bon de commande par le titulaire. La date ainsi que la durée d'exécution des prestations y sont mentionnées, dans le respect des prescriptions mentionnées dans le CCTP.

En cas de non-respect par le titulaire de la durée préalablement convenue pour exécuter la prestation, l'ANSM peut appliquer des pénalités de retard (cf. article 8 du CCAP). En lieu et place de la disposition précitée, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'ANSM dans les conditions suivantes :

- Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel.
- Le Titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution du bon de commande, par LRAR et/ou par courriel électronique dans d'un délai **de deux jours calendaires** à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.
- L'ANSM notifie par écrit au Titulaire sa décision d'acceptation ou de refus. Le délai prolongé a, pour l'application du bon de commande, les mêmes effets que le délai contractuel.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la date d'échéance du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois mois à compter de la date d'échéance du marché.

#### 4.1.3 Modification d'un bon de commandes

Après émission d'un bon de commande, l'ANSM peut modifier les prestations, les quantités, objet du bon de commande correspondant. L'ANSM émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées à l'article 4.1, rectifiées.

Dans ces conditions, l'ANSM prend à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

#### 4.1.4 Suspension/annulation du bon de commande

Après émission du bon de commande, l'ANSM dispose de la faculté de suspendre ou d'annuler l'exécution du bon de commande émis. Dans ces conditions, l'ANSM à l'origine de la suspension ou de l'annulation de sa commande, prend à sa charge les frais que le titulaire aurait pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande dans la mesure où le titulaire produit des justificatifs attestant de l'existence de frais établis en ce sens.

### **4.2 Modalités de computation des délais**

- Tout délai mentionné par les documents du marché public commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait servant de point de départ ;
- Lorsque le délai est fixé en jours sans autre indication il s'agit d'un délai calendaire qui comprend les samedis, dimanches et jours fériés. Il expire à minuit le dernier jour du délai ;
- Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés ;
- Lorsque le délai est fixé en mois, il est fixé de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour du mois à minuit.

### **4.3 Exécution des prestations**

Les prestations doivent être conformes aux stipulations techniques du marché telles que décrites notamment dans le CCTP.

Le titulaire réalise la prestation de bout en bout et a une obligation de résultat au titre de laquelle il s'engage à effectuer les prestations pour les montants fixés, sans aucune rupture de la continuité du service. Il s'agit de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, les procédés et les ressources nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCTP.

Le marché engage le titulaire sur l'intégralité des prestations et des spécificités techniques décrites dans le CCTP. Il s'engage à réaliser les prestations dans les délais imposés ou convenus et à apporter tous les soins nécessaires à leur exécution, conformément aux règles de l'art de sa profession.

Le titulaire s'engage à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels. Dans ce cadre, il s'engage notamment à :

- Affecter et pérenniser les moyens humains qualifiés nécessaires pour lesquels il s'est engagé dans son offre technique,
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences de ses équipes,
- Faire preuve d'une forte réactivité en cas de demande signifiée urgente notamment en adaptant très rapidement ses équipes en termes de nombre notamment,
- Accomplir sa mission selon les règles de sa profession,
- Protéger la confidentialité des demandes du pouvoir adjudicateur ainsi que celle de tous les travaux réalisés dans le cadre du marché.

Pour l'ensemble de ces attentes, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants éventuels ou préposés. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du marché attribué.

Le titulaire est tenu de prendre en compte le contexte de la demande et ses enjeux tels que spécifiés au CCTP.

Il a également une obligation permanente de conseil auprès de l'ANSM dans le cadre de l'exécution du marché, notamment en ce qui concerne le contenu des commandes qui lui sont passées. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ANSM. Il s'engage à informer, sans délai, l'ANSM de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du marché, tels qu'elles y ont été définies.

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, de dysfonctionnements, de dangers potentiels au titre des prestations exécutées. **Ce devoir d'alerte s'applique également en cas d'urgence d'un sujet sensible en lien avec l'activité de l'agence qui nécessiterait dans un délai bref la production d'une revue de presse.**

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements parus ou à paraître relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

### **4.4 Mise à disposition des revues de presse, des analyses et des synthèses**

Le Titulaire met à disposition de l'ANSM l'ensemble des livrables consécutifs au travail réalisés.

**Cette transmission s'effectue par tout moyen et en priorité par voie dématérialisée aux correspondants désignés préalablement par l'ANSM et communiqués au titulaire dès le démarrage du marché.**

Ces documents devront être intégralement rédigés en langue française (sauf pour les termes sans équivalence dans le langage commun) et devront répondre aux exigences de formalisme prescrites par le pouvoir adjudicateur, dans les limites que le titulaire aura éventuellement exposé au préalable.

En cas de remise de documents incomplets, comportant des erreurs ou présentant un formalisme non conforme aux attentes exprimées, le pouvoir adjudicateur pourra demander la reprise du livrable par le titulaire afin d'obtenir une nouvelle version conforme aux termes du marché.

La reprise de ces documents, à la suite des opérations de vérification, s'effectuera sans frais supplémentaire.

Le titulaire s'engage à fournir, tous les livrables prévus au CCTP dans les délais indiqués par l'ANSM.

#### **4.5 Caractéristiques de la base de données (partie forfaitaire)**

Au titre de la partie ordinaire du marché, les retombées presse et audiovisuelles pigées par le prestataire doivent pouvoir être associées à une base de données, pour permettre un lien avec les actions presse réalisées.

Cette base de données doit proposer les fonctionnalités suivantes :

- Assurer un archivage au minimum d'un an des articles de presse et des alertes audiovisuelles et web pour une consultation sans limite de temps.
- Comprendre un moteur de recherche multicritères pour trouver un article particulier dans l'ensemble des retombées presse au sens large et internet, répertoriées par date, par titre, par mot-clé, média....
- Editer des statistiques via un outil intégré, sur le volume de retombées et d'articles de presse au sens large, sur une période donnée, et selon différents critères, mesurant également leur répartition selon le format (presse, audiovisuel, internet...) ou selon leur impact auprès du public.
- Intégrer un outil de type « relecture, visionnage » permettant de voir et d'écouter sur l'espace sécurisé les retombées presse audio et télévisuelles.

Le titulaire doit proposer une solution adaptée à plusieurs configurations d'ordinateurs, à plusieurs systèmes d'exploitation ou plusieurs navigateurs internet pour répondre à un besoin de consultation au quotidien sur un équipement bureautique standard.

**Une solution en ligne est impérative. L'ANSM ne souhaite pas une solution nécessitant l'installation d'un logiciel sur les postes informatiques des utilisateurs pour permettre un accès à distance à l'espace sécurisé.**

L'accès à cette base en simultané doit être libre, en simultané et non limité.

La solution doit faire l'objet d'une maintenance régulière, les mises à jour éventuelles (le titulaire devant indiquer le délai d'indisponibilité de la base en cas de maintenance et informe l'ANSM des dates d'intervention au moins 7 jours à l'avance). Le marché prévoit un programme de formation des quatre utilisateurs désignés de la solution sur l'ensemble de ses fonctionnalités, dispensée dans les premiers jours du démarrage du marché et, si nécessaire, une fois par an.

Une solution doit être proposée pour apporter toute l'aide nécessaire sur l'usage de la solution (formateur en présentiel de préférence, à l'Agence ou chez le prestataire, mais pourrait aussi se faire à distance selon les circonstances, chatbot, hotline, etc.). Pas de tutoriel ou seulement en complément.

#### **4.6 Confidentialité, non divulgation et déontologie**

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel et à l'obligation de discrétion sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Cette obligation de non divulgation s'applique à tous les faits, informations, études et décisions dont il a ou aura la connaissance durant l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Sauf accord écrit de l'ANSM, ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ANSM, qui leur ont été communiquées ou dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Les parties entendent par informations confidentielles (liste non exhaustive), toutes les informations techniques, savoir-faire, spécifications techniques, procédés, modèles, données, documentation, diagrammes, toute information financière, budgétaire, comptable, sanitaire, scientifique, médicale ainsi que toute information relative à la structure, l'organisation, les affaires, les politiques internes diverses, les projets, les fournisseurs, les clients, les intervenants.

Le Titulaire s'engage notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés par l'ANSM ou utilisés par lui, en dehors des besoins nécessités par l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas communiquer ces documents et informations à un tiers à l'exception des personnes ayant qualité pour en connaître au titre du présent accord-cadre ; s'assurer également que leur diffusion au sein de la société ne concerne que les personnes à qui elles sont strictement nécessaires pour l'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers (enregistrements sonores, prises de vues...) en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- assurer la sécurité permanente de la base de données ;
- à informer son personnel ou ses sous-traitants éventuels de leur obligation de confidentialité, discrétion et de sécurité ;
- à prendre les mesures pour assurer la sécurité des informations et des documents pendant la phase d'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

La responsabilité du Titulaire est engagée de plein droit notamment en cas de divulgation susceptible de nuire aux intérêts de l'ANSM.

En outre, la société titulaire ne peut mentionner sur quelque support que ce soit sa collaboration avec l'ANSM sans son accord écrit.

Le titulaire assure aussi la protection de toute information et tout document qui lui ont été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires. Concernant la protection des données à caractère personnel, chaque partie au marché est tenue au respect des règles en vigueur relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché conformément au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit RGPD (voir annexe 1 du CCAP).

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'ANSM, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

Cette clause de secret continue de lier le titulaire y compris après l'extinction du présent marché, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'ANSM ou d'un tiers.

#### **4.7 Gestion des personnels du titulaire**

Pour l'exécution du marché et dès sa notification, le titulaire désigne un interlocuteur dédié au projet suffisamment qualifié pour le représenter auprès de l'ANSM, piloter l'exécution des prestations et disposant d'un degré de responsabilité nécessaire pour mener les contrôles de conformité et valider les choix envisagés.

De même, le titulaire met à disposition de l'ANSM un chargé de dossier dédié, possédant une compétence dans le domaine de la santé.

REMARQUE : l'interlocuteur désigné et le chargé de dossier dédié peuvent être représentés par la même personne.

Le titulaire s'engage à le/les remplacer, en cas de départ ou défection de celui-ci, après accord du pouvoir adjudicateur **dans un délai de deux jours ouvrés, à compter de l'annonce officielle à l'ANSM**. Dans ces conditions, le/les remplaçant(s) doit présenter les mêmes garanties et compétences professionnelles pour lesquelles il s'était engagé dans son offre.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Tout au long de l'exécution du marché, il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer les prestations exigées au cahier des charges en veillant notamment à mettre en place les effectifs qualifiés et compétents dans les domaines professionnels requis par l'exécution du marché.

Le prestataire mobilise des intervenants dont les compétences professionnelles sont reconnues et conformes à celles présentées dans son offre. L'ANSM est en droit de récuser tout ou partie de l'équipe à la suite de mauvaise(s) exécutions, détectées dans le cadre du marché ou au regard de la qualité du résultat final présenté par le titulaire au moment de la transmission des livrables. Une telle clause de récusation trouve également à s'appliquer en cas de retards répétés dans la livraison des livrables par méconnaissance des délais prévus dans le marché, de non prise en compte des demandes de modifications émises par l'ANSM. La récusation peut être individuelle et sanctionner un ou plusieurs intervenant(s) en raison d'un comportement inadapté aux circonstances ou jugé non professionnel.

En cas d'empêchement d'une des personnes affectées à l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations et à la remplacer, par une personne justifiant de compétences d'un niveau équivalent.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

### **ARTICLE 5 – CONTROLE – RECEPTION - SUIVI DU MARCHE**

#### **5.1 Contrôle, vérification et réception**

L'ANSM se réserve le droit de contrôler, à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

Les opérations de vérification des prestations portent notamment sur le respect des engagements du titulaire en termes de :

- Respect des exigences du CCTP et des exigences spécifiques pour chaque type de prestation définies au CCTP ;
- Respect des délais annoncés dans le marché ou par le titulaire ;
- Respect des engagements contractuels mentionnés dans son offre,

- Maitrise des compétences : expertises techniques, modalités des échanges, disponibilité de la base de données et plus généralement toute disposition visant à garantir la qualité des prestations délivrées, valeur ajoutée, devoir de conseil ;

Les opérations de vérifications, effectuée de manière contradictoire, portent à la fois sur des éléments quantitatifs et qualitatifs des prestations délivrées.

D'un point de vue quantitatif, les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité entre le travail fait et le travail commandé ou ordonné par l'ANSM soit par exemple le nombre de livrables requis dans les délais au titre des prestations à bons de commandes.

D'un point de vue qualitatif, les opérations de vérification ont pour objet de permettre à l'ANSM de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées et qui ont été reprises ou améliorées dans son offre ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché (bon de commande) comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Après les vérifications et constatations établies contradictoirement, les prestations font l'objet d'une réception par l'ANSM formalisée par la signature d'un service fait.

A l'issue des opérations de vérification, si les prestations effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché ou du bon de commande, l'ANSM peut prendre l'une des décisions fixées à l'article 5.2.

## **5.2 Modalités de réception des prestations**

La bonne exécution des prestations est constatée par l'ANSM.

### ➤ Admission :

L'admission sans réserve, des prestations par l'ANSM, entraîne les conséquences suivantes :

- la rédaction d'un service fait par l'ANSM,
- le transfert de propriété des livrables concernées au bénéfice de l'ANSM,
- la fin des pénalités éventuellement appliquées,
- Le paiement des prestations réalisées.

L'ANSM prononce la réception des prestations à hauteur de ce qui a été réalisé par un service fait, si elles répondent aux stipulations du CCTP et sont conformes à l'offre du titulaire. La réception prend effet à la date de notification au titulaire du service fait.

Lorsqu'il existe certaines imperfections, la réception peut être prononcée avec des réserves, le titulaire doit s'engager alors à remédier aux dites imperfections dans un délai fixé par les parties. Ce faisant, l'ANSM est en droit de prendre une des décisions suivantes (**ajournement, réfaction ou rejet**).

### ➤ Ajournement :

Dans le cas où l'ANSM considère que les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, modifications, évolutions à réaliser, **une décision d'ajournement est alors prise** venant différer la réception finale des prestations. **Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'ANSM les prestations mises au point, dans un délai convenu entre les parties.**

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par celui-ci durant ce délai d'ajournement, l'ANSM a le choix entre prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'ANSM dispose à nouveau d'un délai convenu entre les parties pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.



➤ Réfaction :

Lorsque l'ANSM estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations selon un délai fixé par l'ANSM. Faute d'observation dans le délai imparti de la part du titulaire, celui-ci est réputé avoir accepté la décision de réfaction appliquée de plein droit par l'ANSM via notification au titulaire.

Si le titulaire accepte la réfaction, la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire est tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

➤ Rejet :

Lorsque l'ANSM estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, elle en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché selon les délais fixés par l'ANSM.

### **5.3 Suivi du marché**

Pour un meilleur suivi de marché, un système de suivi des prestations est mis en place.

Toute non-conformité quantitative ou qualitative observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou l'utilisateur de la prestation peut donner lieu à l'émission d'une mise en demeure éditée par l'ANSM (direction de la communication) et communiquée au titulaire.

A réception de celle-ci, le titulaire est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine (sauf exception dûment prévue dans le présent CCAP) en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à l'ANSM, à la Direction de la communication.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse à la mise en demeure ou de la persistance de la non-conformité, ou à l'issue des vérifications qualitatives, une nouvelle mise en demeure assortie d'un délai de réponse (sous huit jours) pourra également être envoyée au titulaire.

Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités en cas persistance des non conformités.

Selon la gravité et nature des manquements du titulaire, l'ANSM se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure ou sans mise en demeure, dans les conditions prévues à l'article 10.1 du présent document.

### **5.4 Modifications du marché public – Clause de réexamen**

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché en cas d'évolution technique ou réglementaire impactant l'exécution du marché et impliquant l'adjonction de nouvelles prestations au marché.

En outre, la mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du titulaire du marché, à l'aide d'éléments probants. La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception.

La clause de modification peut être utilisée dans les cas suivants :

- Augmentation du volume des prestations dans les conditions définies au R2194-2 et R2194-3 ;
- Réduction du volume des prestations et/ou interruption et/ou suppression de prestations de manière temporaire ou définitive en cas de réorganisation de la prestation décidée par l'ANSM ;
- Intégration de nouvelles missions ou modifications techniques des prestations dans le respect des compétences et des qualifications professionnelles mobilisées dans le cadre du marché ;

A titre d'illustration, une telle clause serait applicable pour mettra à la charge du titulaire la veille des médias sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn, YouTube et Instagram, LinkedIn, Viadeo, Twitch, etc.).

Le titulaire peut être amené à mettre en place des outils de veille, de recueil, de traitement, de restitution, et de gestion de l'ensemble des informations diffusées sur les réseaux sociaux correspondants aux thématiques de surveillance ou évoquant explicitement l'ANSM ou son champ d'activité. Cette veille des réseaux sociaux peut également coïncider avec une situation de crise impliquant l'ANSM ou ses activités.

A ce titre, le titulaire pourrait être sollicité pour mettre en place une plateforme de gestion des réseaux sociaux pour gérer l'ensemble de ses comptes sur les médias sociaux en permanence durant toute la durée du marché

En confiant la veille et la gestion des réseaux sociaux, l'ANSM aurait pour objectif

- de maîtriser son impact et son audience,
- de maîtriser sa réputation et son influence,
- d'identifier les ambassadeurs, influenceurs, détracteurs,...
- d'accéder à l'essentiel de l'actualité des médias sociaux concernant l'ANSM,

Toute Modification doit, préalablement à sa mise en œuvre, être transmise à l'ANSM accompagnée d'une proposition comportant :

- une solution technique (mentionnant les délais et les modalités d'organisation et de mise en œuvre envisagées)
- une offre financière et les impacts calendaires sur le marché.

À compter de la réception par l'ANSM de la proposition de modification, celle-ci dispose d'un délai de 10 jours calendaires, ou d'un autre délai convenu entre les Parties, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification.

Si dans ce délai, l'ANSM n'a pas fait connaître sa réponse, elle est réputée avoir refusé la modification. Si l'ANSM émet des observations ou pose des conditions, le titulaire disposera d'un délai de 10 Jours calendaires, ou d'un autre délai convenu entre les Parties, pour tenir compte des observations ou conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, l'ANSM dispose d'un délai de 5 jours calendaires ou d'un autre délai convenu entre les Parties, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part de l'ANSM vaudra refus de la modification.

Si l'application de la clause de réexamen entraîne une augmentation ou une minoration du volume des prestations supérieure à +5%/-5%, le montant du contrat est modifié en conséquence. En cas de minoration du montant du contrat, le titulaire n'a pas droit à être indemnisé, notamment du manque à gagner.

En tout état de cause et selon la nature de la modification envisagée, l'ANSM peut décider de la prise en compte de la modification par décision unilatérale.

## **5.5 Evolution de la réglementation**

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, une modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les obligations du marché.

## **ARTICLE 6 – OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU PRESTATAIRE**

### **6.1 Participation aux réunions**

Le titulaire doit convenir d'une réunion avec les responsables du marché désignés au sein de l'ANSM pour le lancement du marché.

Elle a principalement pour objet de :

- Détailler les modalités de fonctionnement et d'organisation de la prestation,
- Préciser le cadre de collaboration,
- Echanges sur les prérequis techniques,
- Valider les interlocuteurs ANSM / Interlocuteurs du côté du prestataire.
- Présenter les futures échéances calendaires relatives à la prestation.
- Fixer de manière opérationnelle la liste des médias prioritaires et autres médias ainsi que la liste des mots clés à partir des éléments fournis dans le CCTP.

**Cette réunion de lancement est déterminante en permettant au titulaire de préparer la prise en charge des prestations et être opérationnel . Elle devra avoir lieu dans les 15 jours suivant la notification.**

**La présence du titulaire est également requise dans le cadre de réunions de bilan et de perspectives au moins deux fois par an, les parties devant convenir ensemble du jour et de l'horaire.**

A la faveur d'une démarche d'amélioration qualitative des prestations prévues au marché, différentes actions de contrôles de conformité des prestations et de suivi des résultats seront mises en place par l'ANSM et donneront lieu à des échanges téléphoniques, des échanges par courriel et des communications de documents à des fréquences régulières.

### **6.2 Certificats**

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'ANSM n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour ce faire, l'ANSM recourt à une plateforme **e-attestations.com** sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

En cas de manquements répétés établis par l'ANSM ou par un tiers ou par les services de l'Etat chargés de la vérification et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale ou impositions de l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

### **6.3 Accès aux établissements – Identification**

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'ANSM sous réserve du respect des consignes de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

### **6.4 Grèves**

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer l'intégralité des prestations prévues au marché en accord avec l'ANSM.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'ANSM y pourvoit par tous les moyens qu'elle juge utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même ou par un tiers le service.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant peut être retenu sur les factures restant dues.

### **6.5 Transfert d'activité**

Le Titulaire s'engage à informer l'ANSM sans délai, de tout transfert d'activité, (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché, et notamment les paiements.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative du marché notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par l'ANSM après acceptation du nouveau titulaire, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au pouvoir adjudicateur :

- Le procès-verbal recelant la décision de l'opération ;
- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le K-bis de la nouvelle société ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP) ;
- Les déclarations DC1, DC2, du futur Titulaire potentiel et les éléments prévus aux articles R. 2142-3 et 2143-6 à 2143-12 du code de la commande publique
- Une attestation de pouvoir pour engager la société le cas échéant.

Cette liste de pièces n'étant pas exhaustive, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger des informations supplémentaires nécessaires à l'étude de faisabilité du transfert d'activité impactant le marché. En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à l'ANSM.

## **ARTICLE 7 – FACTURATION PAIEMENT**

### **7.1 Facturation**

Les règlements s'effectuent selon les règles de la comptabilité publique. Les factures afférentes au paiement sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture et le numéro du bon de commandes le cas échéant,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro SIRET de l'émetteur de la facture,
- l'intitulé et le numéro du marché,
- la date ou la période de réalisation des prestations,

- la dénomination précise des prestations et mentionnant pour chaque prestation le montant pour la période concernée,
- le montant total HT des prestations admises, le montant de la TVA, et son taux applicable au moment des prestations le montant total TTC.

Les factures comme toutes les autres pièces composant l'offre ne doivent comporter aucune condition générale de vente, dans le cas contraire, celles-ci sont réputées nulles et non écrites.

Dans le cas où le Titulaire est un groupement momentané d'opérateurs économiques, les factures sont émises par le mandataire du groupement ; les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

En application de la réglementation (Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, notamment), la transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet.

Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations particulières qui seraient nécessaires à la transmission des factures sont les suivantes :

- N° SIRET de l'ANSM : 18003611300017
- Code service : ANSM-PCREF
- numéro d'engagement : référence du bon de commande (CHMA xxx, CBDC xxx, CENG xxx), le cas échéant, le n° du marché.

Le titulaire devra avertir sans délai l'ANSM de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

## **7.2 Délai global de règlement**

Le délai global de paiement est celui fixé par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et par le code de la commande publique. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception et après acceptation de la facture conforme par la Personne Publique en application de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique

L'ANSM se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant au compte indiqué à l'acte d'engagement. Si le pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces, des justificatifs, mentions prévues au marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, il peut suspendre le délai de paiement, dans la limite d'une fois.

Dans cette hypothèse, l'ANSM doit préciser au titulaire, à l'occasion de cette suspension, les raisons qui s'opposent au paiement. A compter de la réception de la totalité des éléments demandés, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de 30 jours.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, appliqués conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 puis R 2192-31 à R 2192-36 du code de la commande publique.
- donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

➤ **Versement d'une indemnité forfaitaire automatique**

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros en application de l'article R.2192-35 du code de la commande publique. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande à l'ANSM et y joindre les justificatifs nécessaires.

➤ **Délai de paiement des intérêts moratoires et indemnité forfaitaire**

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement doivent être payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal conformément à l'article R2192-32 du code de la commande publique. Le dépassement du délai de 45 jours peut donner lieu au versement d'intérêts au taux de l'intérêt légal, dans les conditions de l'article 1231-6 du code civil.

### **7.3 Modalités de paiement**

Le règlement s'effectue à terme échu après complète réalisation des prestations conformes aux exigences du CCTP dans les conditions suivantes :

Les prestations relevant de la partie ordinaire du marché et réglées selon un tarif forfaitaire (soit « la revue de presse » et « la base de recherche de données ») feront l'objet d'une facturation mensuelle avec paiement à terme échu, conformément aux prix indiqués à l'annexe financière. A sa demande expresse, le titulaire est autorisé à adresser sa facturation à un rythme trimestriel conduisant à un paiement trimestriel des prestations.

Les prestations relevant de la partie à bon de commande du marché et réglées selon un tarif unitaire feront l'objet d'une facturation et d'un paiement à terme échu, à réception notamment des livrables préalablement validés par l'ANSM.

### **7.4 Avance**

Le titulaire peut bénéficier de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles 2191-3 à 2191-7 et des articles R 2191-9 à R 2191-12 puis des articles R 2191-15 à R 2191-19. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 8 – PENALITES**

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCAP ont uniquement un caractère moratoire. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les délais impartis, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité. Il est tenu compte des prolongations éventuellement accordées, par écrit motivé et signé des parties au présent marché.

Par dérogation au CCAG, les pénalités sont dues dès le 1er euro et appliquées sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités suivantes peuvent s'appliquer :

### **Pénalités pour retard d'exécution**

Hors cas de force majeure et sauf prolongation des délais, lorsque le délai contractuel d'exécution des différentes prestations, mentionné dans le CCTP ou dans le bon de commande, est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

### **Revue de presse quotidienne (partie forfaitaire)**

Hors cas de force majeur, lorsque le délai contractuel de livraison de la revue de presse n'est pas respecté, le titulaire encourt une pénalité à hauteur de 50€ par heure de retard.

### **Prestation à bons de commandes – fourniture de livrable**

De 1 à 5 jours calendaires de retard : le titulaire est passible d'une pénalité équivalente à 100€ par jour de retard ;

De 6 jours à 10 jours calendaires de retard : le titulaire est passible d'une pénalité équivalente à 150€ par jour de retard

Au-delà de 10 jours calendaires : le titulaire est passible d'une pénalité équivalente à 200€ par jour de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le jour suivant l'expiration du délai fixé. Elles ne font pas obstacle à la mise en œuvre des sanctions décidées après une mesure de réfaction explicitée à l'article 5.2 du présent document. Les pénalités prélevées par précompte sur le montant révisé TTC des sommes dues au titulaire

Cette pénalité trouve à s'appliquer dès le 1er euro. L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de l'ANSM de notifier la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues au présent CCAP. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise à l'ANSM.

### **Pénalité pour indisponibilité de la base de données**

En dehors des interventions de maintenance planifiées et annoncées préalablement à l'ANSM, les pénalités pour indisponibilité sont fixées forfaitairement à 150 € par jour d'indisponibilité.

L'application des pénalités pour indisponibilité est plafonnée à 5 000 € HT sur la durée du marché. Au-delà, les pénalités pour indisponibilité ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire.

Celles-ci sont appliquées sans mise en demeure et prélevées par précompte sur le montant révisé TTC des sommes dues au titulaire.

### **Pénalité pour manquement concernant les moyens humains**

En cas de manquement constaté au remplacement de l'interlocuteur dédié ou du chargé de dossier dédié (absence de présentation et d'accord préalable de l'ANSM, profil inadapté ne correspondant pas aux qualités ou au niveau d'expertise prévu dans l'offre) une pénalité de 100 € sera appliquée par jour de retard d'entrée en fonction du profil attendu. Cette pénalité est redevable par le titulaire au terme d'une première mise en demeure restée sans réponse ou après réception d'une réponse insuffisamment justifiée ou en présence de mesures correctives restées inefficaces.

### **Pénalité pour tout autre manquement aux dispositions des pièces contractuelles**

En cas de manquement aux autres dispositions des pièces contractuelles, le Titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 50 euros par jour ouvré et par manquement.

## **ARTICLE 9 – ASSURANCE**

Le titulaire certifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile et professionnelle pour couvrir les conséquences pécuniaires pour l'ANSM ou les bénéficiaires de l'assurance maladie des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, dont il aurait à répondre et qui seraient causés par tout événement de son fait ou du fait de ses personnels ou de ses sous-traitants dans l'exécution des prestations.

Le titulaire doit détenir une assurance garantissant contre le vol et la détérioration du matériel de l'ANSM mis à sa disposition et dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le contrat d'assurance doit être souscrit, pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai déterminé par celui-ci à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage formellement à avertir la personne publique de tout changement d'assureur en cours de prestation, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

## **ARTICLE 10 - RESILIATION – EXECUTION PAR DEFAUT**

### **10.1 Résiliation pour faute du titulaire**

L'ANSM peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui imposent les Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure, une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions exposées ci-dessous.

Les mises en demeure donnent l'occasion au titulaire du marché de faire cesser les manquements constatés qui lui sont opposés et d'adopter des mesures correctives afin de se conformer aux exigences du marché. La mise en demeure initiée par l'ANSM est transmise au titulaire par tous moyens (courrier avec AR, télécopie, ou courriel...), le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de huit jours (sauf délai spécifique annoncé dans le présent CCAP).

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS, certains motifs de résiliation listés ci-après ne sont précédés d'aucune mise en demeure.

Le marché public peut ainsi être résilié pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- non-respect des obligations contractuelles (après deux mises en demeure);
- exécution imparfaite ou incomplète des prestations (après deux mises en demeure);
- le Titulaire contrevient à ses obligations légales ou réglementaires (sans mise en demeure);
- le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché public à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations (sans mise en demeure) ;
- le Titulaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics (sans mise en demeure) ;
- inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-3, R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique (sans mise en demeure);
- non production des certificats prévus à l'article 6.2 du CCAP (après deux mises en demeure) ;
- refus du paiement des pénalités prévues au présent CCAP (après une mise en demeure);
- refus deux fois de suite de se conformer à une mise en demeure de l'ANSM.
- retard de plus de 30 jours calendaires dans l'exécution des prestations (après une mise en demeure).

Toutefois, en cas de non-respect de l'article L.8222-6 alinéa 2 du Code du travail par le Titulaire, l'ANSM pourra résilier le marché public avec effet immédiat si dans un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure, le Titulaire n'a pas apporté la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

Sans réponse satisfaisante du titulaire à la mise en demeure, en l'absence totale de réponse ou en présence d'actions correctives restées inefficaces voire en l'absence de mise en demeure dans certains cas, l'ANSM peut alors passer un marché de substitution avec d'autres prestataires, aux frais et risques du prestataire déchu, après notification à ce dernier.

La résiliation du marché public pour faute du Titulaire n'ouvre aucun droit à indemnité. En tout état de cause, la résiliation du marché public passé sans montant minimum ne donne droit à aucune indemnisation, l'ANSM ne s'étant engagé sur aucun montant de commande.



## **10.2 Exécution aux frais et risques du Titulaire**

L'ANSM peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations du marché public, aux frais et risques du Titulaire en cas de résiliation du marché public pour faute.

S'il n'est pas possible à l'ANSM de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents du marché public, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Dans le cas de résiliation du marché du titulaire, celui-ci ne sera pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

## **10.3 Décompte de résiliation**

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du Titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'ANSM et notifié au Titulaire au plus tard dans un délai de trois mois après la date d'effet de la décision de résiliation. Ce décompte est réalisé dans les conditions exposées à l'article 43 du CCAG FCS.

## **10.4 Résiliation pour motif d'intérêt général**

L'ANSM peut mettre fin unilatéralement à l'exécution du marché public pour motif d'intérêt général. Cette décision de résiliation, notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par courriel électronique, prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut, à sa date de notification. Le paiement du Titulaire se fait au prorata des prestations réellement exécutées et commandées.

Par dérogation au CCAG-FCS, le titulaire a seulement droit à être indemnisé, (hors partie à bon de commande) de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Lorsqu'il est procédé à la résiliation du marché, quel que soit le motif, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession résultant de l'exécution des prestations dans le cadre du marché.

Suivant les dispositions de l'article R2191-31 du code de la commande publique, le Titulaire percevra à sa demande le montant proposé par l'ANSM à défaut d'accord sur le montant de l'indemnité.

## **ARTICLE 11 - DIFFERENDS ET LITIGES**

Le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'ANSM et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations/livraisons à effectuer.

Dans le cas où un règlement amiable, entre les parties, des différends ou litiges susceptibles d'intervenir en cours d'exécution ne serait pas possible, le Tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le siège social de l'ANSM.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

#### ➤ **Intégrité du marché public**

Si une des clauses du présent CCAP ou de l'un des documents constitutifs du marché public est nulle au regard de la loi française en vigueur et/ou d'une disposition d'ordre public international, seule la clause visée sera réputée non écrite, le CCAP demeurant valable pour le surplus. Les parties négocieront de bonne foi la rédaction d'une nouvelle clause destinée à remplacer celle qui était nulle.

Le fait que le pouvoir adjudicateur n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque du marché public ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'intitulé d'un article et son contenu, le contenu prévaudra sur l'intitulé.

## **ARTICLE 12 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents généraux :

<b>CCAG-FCS</b>	<b>CCAP</b>
<b>Dérogation à l'article n°:</b>	<b>Dérogation apportée par l'article du CCAP n° :</b>
4.1	2. l'ordre de priorité des pièces contractuelles
5.1	4.3 confidentialité et la protection des données
30 – Sur l'ensemble des délais de l'admission, ajournement, refaction, rejet	5.2 Modalités de réception des prestations
14	8. Pénalités
42	10.2 Résiliation pour motif d'intérêt général
41.2	10.1 Résiliation pour faute du titulaire

## ANNEXE 1 au CCAP : OBLIGATIONS CONSECUTIVES A LA REGLEMENTATION GENERALE SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

### 1.1 Définitions

Aux fins du présent marché public, et notamment concernant cet article, les termes « données à caractère personnel », « traitement », « limitation du traitement », « fichier », « responsable de traitement », « sous-traitant », « destinataire », « tiers », « consentement », « violation de données à caractère personnel », « autorité de contrôle » ont la même signification que dans le Règlement UE 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données («RGPD»).

Par Données, sont entendues, les données à caractère personnel traitées par l'ANSM au titre du présent marché public.

Par Traitements, sont entendus les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par l'ANSM au titre du présent marché public.

### 1.2 Responsabilité du traitement

L'Agence Nationale de la Sécurité du Médicament (ANSM) est responsable du traitement.

### 1.3 Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant (titulaire du marché public) est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services tels que précisés dans les documents du marché public.

La nature des opérations réalisées sur les données est précisée dans les documents du marché public.

La ou les finalité(s) du traitement sont : la mise en œuvre de formations au profit des agents de l'ANSM sur des thématiques de développement professionnel et personnel.

Les données à caractère personnel traitées sont :

⇒ Données à caractère personnel courantes : **Etat civil, identité, données d'identification.**

Les catégories de personnes concernées sont :

- Les agents de l'ANSM, les intervenants extérieurs invités lors de séances avec prise de vues et enregistrements sonores.

Pour l'exécution du service objet du présent marché public, le responsable de traitement s'engage à mettre à la disposition du sous-traitant (titulaire du marché public) les informations nécessaires à la réalisation de la prestation.

### 1.4 Dispositions générales

Les supports informatiques et documents fournis par l'ANSM au sous-traitant (titulaire du marché public) restent sa propriété.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le sous-traitant prend connaissance à l'occasion de l'exécution du marché public.

Conformément aux dispositions du règlement européen sur la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016 et de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la

sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ✓ Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations prévues au présent marché public, l'accord préalable de l'ANSM est nécessaire ;
- ✓ Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ✓ Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du sous-traitant (titulaire du marché public) peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-25 et 226-17 du nouveau code pénal.

Le Pouvoir adjudicateur (ANSM) pourra prononcer la résiliation immédiate du présent marché public, sans indemnité en faveur du sous-traitant (titulaire du marché public), en cas de violation du secret professionnel et du non-respect des dispositions précitées.

### 1.5 Obligations du sous-traitant (titulaire du marché public) vis-à-vis des responsables de traitement

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance.
2. Traiter les données conformément aux documents du présent marché public et instructions de l'ANSM. Si le sous-traitant (titulaire du marché public) considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement. En outre, si le sous-traitant (titulaire du marché public) est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public.
4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

## 6. Sous-traitance

Le sous-traitant (titulaire du marché public) peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Le responsable de traitement dispose d'un délai 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter leurs objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

## 7. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant (titulaire du marché public) doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant (titulaire du marché public) des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant (titulaire du marché public) doit adresser ces demandes dès réception, par courrier électronique à : [dpo@ansm.sante.fr](mailto:dpo@ansm.sante.fr)

## 8. Notification des violations de données à caractère personnel

Sans préjudice des dispositions mentionnées dans le marché public et relatives aux engagements prévus en matière de sécurité, le sous-traitant (titulaire du marché public) notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a pris connaissance, par courrier électronique adressé à : [dpo@ansm.sante.fr](mailto:dpo@ansm.sante.fr).

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

## 9. Aide du sous-traitant (titulaire du marché public) dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant (titulaire du marché public) aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données.

Le sous-traitant (titulaire du marché public) aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

## 10. Mesures de sécurité

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à :

- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Mettre en œuvre les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité adaptées prévues par les documents du marché public.

### *11. Sort des données à caractère personnel*

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire toutes les données à caractère personnel.

Une fois détruites, le sous-traitant (titulaire du marché public) doit justifier par écrit de la destruction.

### *12. Délégué à la protection des données*

Le sous-traitant (titulaire du marché public) communique aux responsables de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

### *13. Registre des catégories d'activités de traitement*

Le sous-traitant (titulaire du marché public) déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte des responsables de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées des responsables de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

### *14. Documentation*

Le sous-traitant (titulaire du marché public) met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, par le responsable du traitement ou un autre auditeur mandaté, et contribuer à ces audits.

## **1.6 Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant (titulaire du marché public)**

Le responsable de traitement s'engage à :

- Fournir au sous-traitant (titulaire du marché public) les données visées aux 16.1 et 16.3 du présent article ;
- Formaliser par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant (titulaire du marché public);
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant (titulaire du marché public);
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits auprès du sous-traitant (titulaire du marché public).
- Fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.